

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELILE ET FILS

ZI

Route de Nérac
32100 Condom

Références : 2026-0021
Code AIOT : 0006806918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement DELILE ET FILS implanté 357 chemin de l'Arçon 32000 Auch. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée lors de la prise de mesures acoustiques par un bureau d'études. Ces mesures font suite à une plainte d'une personne habitant à proximité du site portant sur des nuisances sonores et olfactives. L'Inspection a profité de cette visite pour également revenir sur les suites des deux précédentes visites et aborder d'autres points d'actualité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELILE ET FILS
- 357 chemin de l'Arçon 32000 Auch
- Code AIOT : 0006806918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delile et Fils - SIRMET située route d'Arçon, sur la commune d'AUCH (32000), est spécialisée dans la collecte et l'entreposage de déchets dangereux et non dangereux. Son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2009 modifié, et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 14 octobre 2015, du 11 janvier 2021 et du 16 juillet 2025.

Les installations sont également soumises aux arrêtés ministériels de prescriptions générales en vigueur au titre des rubriques 2791-1 (régime Autorisation), 2710-1-a (régime Autorisation), 2712-1 (régime Enregistrement), 2713-1 (régime Enregistrement), 2714-1 (régime Enregistrement), 2710-2-b (régime Déclaration) et 2711 (régime Déclaration).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Emplacement	AP Complémentaire du 14/10/2025, article 7.6.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Suite VI 15/04/2025 pdc 6	AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.7	Demande d'action corrective	1 mois
14	VLE eaux	AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
22	Mur bâtiment	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bruit	Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 6.2.1	Sans objet
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 6.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.	Sans objet
4	Fonctionnement	AP Complémentaire du 14/10/2015, article 7.6.1	Sans objet
6	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 3.1.3	Sans objet
7	Incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Sans objet
8	Bennes à immersion	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 2.1	Sans objet
9	Système de détection automatique et d'alarme incendie	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 2.2	Sans objet
10	Suite VI 15/04/2025 pdc 3	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
11	Suite VI 15/04/2025 pdc 4	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
12	Suite VI 15/04/2025 pdc 5	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
15	Suite VI 15/04/2025 pdc 9	AP Complémentaire du 14/10/2015, article 8.4.1	Sans objet
16	Suite VI 15/04/2025 pdc 10	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1	Sans objet
17	Suite VI 15/04/2025 pdc 11	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1	Sans objet
18	Suite VI 14/05/2025 pdc 2	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9	Sans objet
19	Suite VI 14/05/2025 pdc 4	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2	Sans objet
20	Suite VI 14/05/2025 pdc 7	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.4	Sans objet
21	Suite VI	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	14/05/2025 pdc 10	article 10-1 I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de constater que les mesures acoustiques demandées ont bien été faites par un bureau d'études. Les mesures ont été réalisées en limites de propriété et en dehors du site chez des riverains. Des équipements susceptibles de produire des nuisances sonores étaient en fonctionnement. Le rapport d'analyses de ces mesures doit être transmis à l'Inspection par l'exploitant dès sa réception.

Par ailleurs, il est notamment rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter la fréquence d'autosurveillance de ses rejets aqueux et transmettre les analyses à l'Inspection en les déposant sur GIDAF conformément à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 6.2.1
Thème(s) : Autre, Mesures de bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux limites à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont donnés par le tableau suivant :</p> <p>Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)</p> <p>Jour Nuit ainsi que dimanches et jours fériés</p> <p>7h à 22h 22h à 7h</p> <p>70 dB(A) 60 dB(A)</p> <p>Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) : <ul style="list-style-type: none"> -- 6 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf le dimanche et jours fériés, -- 4 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés. - si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A) : <ul style="list-style-type: none"> --5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf le dimanche et jours fériés, --3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.
<p>Constats :</p> <p>La personne du bureau d'études en charge de la réalisation des mesures acoustiques déclare lors de la visite d'inspection qu'il se réfère à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées le rapport d'analyses des mesures acoustiques réalisées le 15/01/2026 sous 2 mois.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 6.2.1
Thème(s) : Autre, Mesures de bruit
Prescription contrôlée : L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement). -zones à émergence réglementée : --l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) ; --les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ; --l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NFS 31-010 complétées par les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité.
Constats : La personne du bureau d'études en charge de la réalisation des mesures acoustiques déclare lors de la visite d'inspection qu'il se réfère à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Le respect des limites à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sera apprécié par l'Inspection au regard des résultats des mesures acoustiques prises par le bureau d'études. Ces résultats devront être transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées dès leur réception. Si ces mesures révèlent des dépassements, l'exploitant devra proposer des actions correctives pour permettre un retour à la conformité de son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées le rapport d'analyses des mesures acoustiques réalisées le 15/01/2026 sous deux mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 :  Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.
Thème(s) : Autre, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures

sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

La personne du bureau d'études en charge de la réalisation des mesures acoustiques indique que les mesures vont être faites sur une durée d'une heure. L'exploitant déclare que les conditions du site sont représentatives du fonctionnement de l'installation.

Les équipements suivants sont présents sur le site et sont émetteurs de bruit :

- presse à balle
- dépointeuse (machine qui permet de retirer les pointes et éléments métalliques du bois)
- pelle-grappin électrique
- pelle-grappin non électrique

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fonctionnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2015, article 7.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Presse

Prescription contrôlée :

Le pressage et le cisailage des déchets de métaux et des VHU sont réalisés avec une presse fixe. Le fonctionnement lié à l'activité de pressage est autorisé uniquement de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du lundi au vendredi inclus.

Le bruit émis par cette activité respecte les valeurs limites mentionnées à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2009.

Constats :

L'exploitant déclare que la presse fixe présente sur le site ne fonctionne plus depuis au moins le 1^{er} mai 2024.

Une presse mobile est utilisée pendant 1 à 2 jours environ tous les 3 mois. Lors de l'utilisation de celle-ci, les horaires où l'activité de pressage est autorisée sont respectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Emplacement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2025, article 7.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Presse

Prescription contrôlée :

Le pressage et le cisailage des déchets de métaux sont réalisés sur une aire étanche reliée à un

dispositif de rétention. La presse est positionnée sur la partie Nord-Est du site. Un dispositif anti-bruit est disposé entre la presse et la limite de propriété.
Constats : L'exploitant déclare que la presse fixe n'est plus en activité depuis au moins le 1er mai 2024. Une presse mobile intervient sur le site environ 1 à 2 jours tous les 3 mois. Celle-ci est positionnée sur la même zone, sur une aire qui est étanche. Un dispositif anti-bruit a bien été constaté sur le site. Ceci dit, celui-ci est dans un mauvais état et est donc susceptible de ne plus remplir sa fonction anti-bruit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, justifier de l'efficacité de son dispositif anti-bruit. S'il est jugé inefficace en l'état, l'exploitant doit prévoir : <ul style="list-style-type: none"> • de le remplacer • ou justifier de manière argumentée par des personnes compétentes sur le sujet acoustique que ce dispositif anti-bruit n'est plus nécessaire au vu de l'installation actuelle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 3.1.3
Thème(s) : Autre, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : Sur site, l'Inspection constate qu'il n'y a pas d'ordures ménagères stockées au moment de l'inspection. L'exploitant indique que l'entreprise Trigone vient vider les ordures ménagères de la ville d'Auch le soir entre 20h et 1h du matin. A 8h, l'exploitant charge ces ordures dans des bennes qui sont ensuite récupérées vers 9h par Trigone. Par ailleurs, l'Inspection ne constate pas d'odeur particulière lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 06/12/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que l'incident qu'il a télédéclaré le 08/12/2025 et qui s'est déroulé le 06/12/2025 a bien été géré. Comme indiqué dans la télédéclaration, il y a eu un départ de feu sur une batterie lithium qui avait été isolée en extérieur dans un bac type géobox. L'incident a débuté à 01:05 et s'est terminé à 02:00. L'alarme s'est déclenchée comme prévu en cas de départ de feu, l'exploitant a été prévenu et c'est la Police qui la première est arrivée sur les lieux, elle a utilisé un extincteur qui a permis d'éteindre le feu.</p> <p>Sur site, l'Inspection constate la trace du feu (des tâches noires sur un mur béton en extérieur). L'exploitant indique que l'entreposage des batteries lithium se fait normalement vers la zone VHU à proximité d'une benne à immersion.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit s'assurer que les batteries lithium sont bien entreposées à l'endroit prévu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bennes à immersion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>La SARL Delile et Fils dispose de deux bennes à immersion situées à proximité de la zone de stockage des véhicules hors d'usage équipés d'une batterie électrique et de la zone de transit des petites appareils ménagers. Les moyens de manutention sont adaptés à ce dispositif de défense contre l'incendie.</p> <p>La procédure de mise en oeuvre de ce dispositif à immersion est tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées et des services de secours.</p>

L'exploitant intègre ce nouveau dispositif dans ses prochains exercices incendie. Ces exercices font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]
Constats : L'exploitant transmet par courriel du 16/01/2026 sa procédure d'utilisation et d'entretien de ses bennes à immersion. Il y joint également la preuve que ces consignes ont été transmises aux employés (document avec leur nom et signature). Ce document n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Système de détection automatique et d'alarme incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection automatique et d'alarme incendie
Prescription contrôlée : Un système de détection automatique et d'alarme incendie est mis en place sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, dans le bâtiment dédié à l'activité de transit et destockage de déchets d'équipements électriques et électroniques. [...]
Constats : Par courriel du 30/10/2025, l'exploitant transmet à l'Inspection le PV de réception de ses caméras thermographiques ainsi que des photos attestant de leur mise en place sur l'installation. Le PV de réception indique une commande passée le 15/05/2025. Par ailleurs, ces caméras sont constatées lors de la visite et leur mise ne place n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suite VI 15/04/2025 pdc 3

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : Article R. 541-45 du Code de l'environnement : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets

mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constat VI 15/04/2025 :

En séance, l'Inspection constate de l'absence de certains bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour quelques déchets dangereux (VHU hors particuliers, batteries,...). L'exploitant déclare que la saisie incomplète de Trackdéchets est due à l'utilisation du logiciel interne nommé "Nessy". En effet, aucun lien informatique n'est créé entre les deux, l'exploitant doit ressaisir les informations dans Trackdéchets.

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure permettant de mettre en place une correspondance automatique entre Nessy et Trackdéchets et déclare que "le paramétrage des "tiers" est opérationnel pour permettre le lien entre Trackdéchets et le logiciel Nessy." Ceci devrait permettre l'exhaustivité des BSD dans l'application Trackdéchets.

Demande VI 15/04/2025 :

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, s'assurer de l'exhaustivité de la création de BSD pour chaque déchet dangereux (hors les VHU apportés par les particuliers).

Constats :

L'exploitant exprime des difficultés pour les BSD des véhicules hors d'usage qui partent en Espagne pour être broyés : l'entreprise espagnole ne possède pas Trackdéchets donc les BSD restent "en attente" sur Trackdéchets. Toutefois, l'entreprise espagnole renvoie par mail à l'exploitant le BSD complété avec notamment la date et le tonnage reçu, il y a donc bien une traçabilité de ces déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suite VI 15/04/2025 pdc 4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Registre des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Article 1 arrêté ministériel du 31/05/2021 :

[...] Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.

541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;d)

Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constat VI du 15/04/2025 :

Le registre des déchets entrants couvre la période de mai 2024 à décembre 2024. L'exploitant justifie en séance la date du début de ce registre par le rachat de la société Delile et Fils par le groupe Sirmet intervenu en mai 2024. Il déclare par ailleurs posséder l'historique antérieur à cette date.

L'Inspection constate l'incomplétude du registre entrant par l'absence des informations suivantes :

code déchets pour le bois,

des codes de types de traitement pour plusieurs lignes,

des numéros BSD et leur référence BSD,

le numéro des BSD Trackdéchets.

Par ailleurs, des quantités négatives sont également constatés dans le fichier. L'exploitant justifie que cela provient de "bug" informatique.

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant déclare que :

les rectifications ont été réalisées pour que les codes déchets et les types de traitement s'implémentent automatiquement,

le problème informatique qui affichait des quantités négatives a été résolu,

la passerelle automatique entre NESSY (logiciel utilisé par l'exploitant) et Trackdéchets est opérationnelle

Demande VI 15/04/2025 :

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, procéder à la complétude de son registre de déchets entrants.

Constats :

L'exploitant présente en séance son registre des déchets entrants. L'Inspection constate que les codes absents lors de l'inspection du 15/04/2025 sont bien présents désormais dans le registre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suite VI 15/04/2025 pdc 5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Registre des déchets sortants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constat VI 15/04/2025 :

Par courriel du 07 avril 2025, l'exploitant transmet son registre des déchets sortants à l'Inspection. Celui-ci couvre également la période de mai 2024 à décembre 2024, en lien avec le rachat de la société Delile et Fils par le groupe Sirmet en mai 2024.

L'Inspection constate l'incomplétude du registre sortant par l'absence des informations suivantes :

code déchets pour le bois et pour les MAF fines,
des codes de types de traitement pour plusieurs lignes,
des numéros BSD et leur référence BSD,
le numéro des BSD Trackdéchets.

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant déclare les mêmes actions correctives que celles précisées dans le point de contrôle précédent.

Demande VI 15/04/2025 :

L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, procéder à la complétude de son registre de déchets sortants.

Constats :

L'exploitant présente en séance son registre des déchets sortants. L'Inspection constate que les codes absents lors de l'inspection du 15/04/2025 sont bien présents dans ce registre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suite VI 15/04/2025 pdc 6

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.7

Thème(s) : Risques chroniques, Télédéclaration autosurveillance

Prescription contrôlée :

Article 6.7 de l'APC du 14/10/2015 :

[...] la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle. Si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieures aux valeurs mentionnées à l'article 6,6 du présent arrêté, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle, si un résultat d'une analyse est supérieur à l'un des paramètres visés à l'article 6.6, la fréquence des prélèvements devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. [...] Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) au plus tard dans le mois qui

<p>suit leur réalisation. [...]</p> <p>Constat VI du 15/04/2025 :</p> <p>L'Inspection constate l'absence des résultats d'autosurveillance des eaux superficielles et souterraines déclarés sous l'interface GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).</p> <p>L'exploitant présente en séance les deux derniers rapports d'analyses de ses eaux superficielles et de ses eaux souterraines réalisés par Eurofins, ceux-ci sont datés :</p> <p>pour les eaux superficielles : du 16/01/2024 (prélèvements du 21/12/2023) et du 13/01/2025 (prélèvements le 17/12/2024)</p> <p>pour les eaux souterraines : du 05/04/2024 (prélèvements le 12/03/2024) et du 10/12/2024 (prélèvements le 03/12/2024).</p> <p>L'Inspection constate que la fréquence d'analyse semestrielle n'est pas respectée.</p> <p>Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant indique qu'une analyse des eaux pluviales était prévue au premier semestre 2024 mais n'a pas été réalisée pour des raisons de changement de groupe (rachat de l'entreprise).</p> <p>Demande VI du 15/04/2025 :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois : respecter la surveillance semestrielle des eaux (ou annuelle si l'exploitant le demande sur la justification de la conformité des analyses sur 12 mois consécutifs),</p> <p>télédéclarer ses dernières analyses des eaux superficielles et souterraines sur GIDAF et s'assurer de la télédéclaration des résultats d'analyse au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate sur GIDAF que les dernières analyses d'eaux réalisées et transmises à l'Inspection datent du 17/12/2024 puis du 04/09/2025 pour les eaux pluviales.</p> <p>En séance, l'exploitant présente à l'Inspection deux rapports d'analyses (un pour les eaux souterraines et un pour les eaux pluviales) datées de novembre 2025. Ces analyses n'apparaissent pas sur GIDAF et n'ont pas été transmises à l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un mois, mettre ses dernières analyses avec le rapport d'analyses du laboratoire en pièce jointe, sur GIDAF. Il doit s'assurer du <u>respect de la fréquence d'analyses</u> pour ses eaux pluviales et ses eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : VLE eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.6
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel, les</p>

valeurs limites en concentration visées ci-dessous :
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle inopiné a été réalisé le 21 octobre 2025 sur les eaux pluviales. Celui-ci présente un dépassement de la valeur limite de rejet pour les 4 paramètres suivants : la MES, la DCO, la DBO5 et les hydrocarbures totaux. La cause indiquée de ces dépassements est un dysfonctionnement du séparateur à hydrocarbures.</p> <p>De nouvelles mesures ont été réalisées sur les eaux pluviales le 24 novembre. Il en ressort 2 paramètres pour lesquels la mesure est supérieure à la valeur limite de rejet : la MES (39 mg/L au lieu de 35mg/L) et les hydrocarbures totaux (8,37 mg/L au lieu de 5mg/L). Ces valeurs sont inférieures à celles mesurées en octobre.</p> <p>Afin de revenir à la conformité, l'exploitant indique avoir réalisé début janvier une vidange/curage du séparateur à hydrocarbures. Il prévoit par ailleurs de réduire sa fréquence de vidange/curage du séparateur à hydrocarbures à tous les 6 mois au lieu de tous les ans. L'Inspection constate après l'inspection que l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/10/2015 contient la prescription suivante : "Le débourbeur/déshuileur est curé lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins semestriellement, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder un an." Ainsi le curage au moins semestriel est-il réglementaire.</p> <p>En outre, l'exploitant indique réaliser si nécessaire un prélèvement puis l'envoyer pour analyse de l'indice hydrocarbure avec un délai de résultat court (1 semaine maximum), résultat qui lui donne une indication sur l'état qualitatif de ses rejets de manière plus rapide que des analyses complètes. Cette mesure ne doit cependant pas se substituer aux analyses réglementaires et être seulement un complément.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de deux mois, attester par de nouvelles analyses de ses eaux pluviales, d'un retour à la conformité de ses rejets. Le rapport de ces analyses devra être transmis à l'Inspection en le déposant sur GIDAF dès sa réception.</p> <p>Par ailleurs il doit veiller, et pouvoir justifier, à bien respecter la fréquence réglementaire de curage du débourbeur/déshuileur qui est <u>au moins semestrielle</u>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Suite VI 15/04/2025 pdc 9

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2015, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, ARF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.4.1 de l'APC du 14/10/2015 :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent, sous un délai de</p>

<p>3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Elle identifie les équipements et installations pour lesquels une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305 2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Demande suite VI 15/04/2025 :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, transmettre l'Analyse Risque Foudre à l'Inspection, et ses propositions de mise en conformité si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet par courriel du 30/10/2025 l'analyse risque foudre, l'étude technique foudre, un devis pour mise en conformité et une photo attestant de la mise en conformité de son installation. Ces documents n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Suite VI 15/04/2025 pdc 10

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, parcellaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les parcelles n° 109 et 110 sont uniquement dédiées à l'entreposage des bennes vides. Aucune activité d'entreposage, de transit ou de tri de déchets n'est autorisée sur ces parcelles.</p> <p>Demande suite VI 15/04/2025 :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, évacuer les déchets stockés dans les bennes situées sur les parcelles 109 et 110 et garantir du stockage exclusif de bennes vides sur ces dernières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate sur site que les parcelles 109 et 110 ne contiennent que des bennes vides conformément aux prescriptions de leur APC du 11 janvier 2021. Ce point n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Suite VI 15/04/2025 pdc 11

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, emprise ICPE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat VI 15/04/2025 :</p>

<p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de VHU stockés sur la parcelle 745. Celle-ci ne fait pas partie intégrante de l'emprise des installations classées du site. L'exploitant déclare que leur présence est temporaire en attente de documents d'assurance.</p> <p>Demande suite VI 15/04/2025 : L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois : -s'assurer que l'ensemble des installations liées à son activité est localisé sur le périmètre autorisé ; -régulariser le stockage des VHU sur la parcelle 745, soit en procédant à leur évacuation, soit en déposant un dossier de porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet du Gers demandant l'extension de l'emprise des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate sur site que les VHU présents sur la parcelle en dehors de l'emprise ICPE du site qui avaient été constatés lors de la visite d'inspection du 15/04/2025 ont bien été retirés de cette zone, amenant un retour à la conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Suite VI 14/05/2025 pdc 2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription : Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [..]</p> <p>Constat VI 14/05/2025 : Lors de la visite, aucune batterie lithium n'est présente sur la zone de collecte de déchets apportés par le producteur initial. L'exploitant déclare que lorsqu'une batterie lithium est trouvée, celle-ci est isolée dans un bac à part. L'exploitant désigne la zone à l'Inspection mais celle-ci n'est pas visuellement identifiée.</p> <p>Demande suite VI 14/05/2025 : L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, identifier visuellement la zone d'entreposage des déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium, séparés des autres déchets dès leur réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les batteries lithium sont isolées dans un bac à part et sont entreposées à proximité de la zone VHU et de la benne à immersion dans une zone qui est visuellement identifiée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Suite VI 14/05/2025 pdc 4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Prescription :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

[...]

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;

[...]

Constat VI 14/05/2025 :

Lors de la visite, l'Inspection constate la présence d'un RIA ainsi que d'un poteau incendie à proximité de l'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial.

Toutefois, l'accessibilité à ces derniers n'est pas optimale :

des caisses de déchets sont posées à proximité du RIA

de la végétation commence à se développer autour du poteau incendie.

L'exploitant en prend note sur le site et déclare que les caisses vont être déplacées et la végétation débroussaillée autour du poteau.

Demande suite VI 14/05/2025 :

L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, veiller à ce que ses moyens de lutte contre l'incendie soient accessibles.

Constats :

L'Inspection constate sur site que les caisses de déchets qui avaient été constatées à proximité immédiate du RIA ont été déplacées, rendant ce dernier accessible en cas d'incendie.

Par ailleurs l'accessibilité du poteau incendie n'a pas été vérifié sur le site mais l'exploitant a indiqué qu'une entreprise intervient régulièrement sur le site pour débroussailler, notamment autour du poteau incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Suite VI 14/05/2025 pdc 7

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

Prescription :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées

dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Demande suite VI 14/05/2025 :

L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, ajouter le numéro de téléphone du responsable d'intervention sur la procédure d'alerte affichée et tenue à jour dans les lieux fréquentés par le personnel.

Constats :

L'Inspection constate sur site que le numéro de la responsable du site a bien été affiché de manière visible au niveau de l'accueil. Ce point n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Suite VI 14/05/2025 pdc 10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Prescription :

« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau

nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Demande suite VI 14/05/2025 :

L'exploitant doit, sous un délai de deux mois, compléter son plan de défense contre l'incendie avec les documents suivants, et le transmettre au SDIS32 et à l'Inspection des Installations Classées :

plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité

le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité.

Constats :

Par courriel du 12/01/2026, l'exploitant transmet à l'Inspection son Plan de Défense contre l'Incendie mis à jour. Celui-ci contient bien un plan d'entreposage intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers et un plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie, comme attendu et un plan d'implantation des caméras de détection thermique.

Par ailleurs, l'exploitant indique que des boîtiers étanches devraient être mis en place afin que ce PDI puisse être accessible pour le SDIS à l'extérieur du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Mur bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, intégrité d'un mur

Prescription contrôlée :

(comportement au feu)

<p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est R15 ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'Inspection constate que l'un des murs de l'installation où sont entreposés des déchets est endommagé, laissant entrevoir de l'extérieur des déchets présents à l'intérieur du bâtiment. Ainsi, les propriétés coupe-feu du mur ne sont-elles plus assurées.</p> <p>L'exploitant indique que des travaux sont prévus pour remplacer cette partie du mur. Les devis datés du 03/09/2025 sont transmis à l'Inspection par courriel du 15/01/2026 et n'appellent pas de remarque particulière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, transmettre à l'Inspection une photo du mur après la réalisation des travaux prévus afin d'attester d'un retour à la conformité de celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>